



# ARRETE N° 24.115

Portant autorisation d'occupation du domaine public et de réglementation temporaire de circulation : Rue des viviers, rue de la Carrelère

Le Maire de la commune de Marsilly,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 complétée et modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L2213-2,  
Vu le code de la route et notamment son article R411-8,  
Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,  
Considérant la demande présentée par l'entreprise Colas (17139 Dompierre sur mer), pour la réfection de la voirie à la Pelle pour le compte du Département, et qu'il y a lieu à cette occasion de prendre des mesures particulières pour assurer la continuité du trafic et la sécurité des usagers :

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Du mardi 19 mars 2024 à 8h au vendredi 22 mars 2024 à 18h : Rue de la Carrelère, rue des viviers

- Le stationnement sera interdit au droit du chantier.
- L'entreprise aura à charge d'interdire le stationnement au moins 8 jours avant le début du chantier.
- La circulation se fera par demi-chaussée avec la mise en place d'un alternat par panneaux.
- L'accès des exploitants ostréicoles sera maintenu durant la totalité des travaux.
- Le ramassage des ordures ménagères ne sera pas perturbé.

**ARTICLE 2 :** La signalisation correspondante, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

**ARTICLE 3 :** Les infractions à disposition du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règles en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 5 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- Entreprise Colas
- A Monsieur le Commandant de Brigade Territoriale de Gendarmerie de Nieul sur Mer,
- A la Police Municipale.

Marsilly, le 04 mars 2024  
Le Maire,

Hervé PINEAU

